HAL
open science

En conclusion

Jacques Fontanel

To cite this version:

Jacques Fontanel. En conclusion. Jacques Fontanel. Géoéconomie de la globalisation, Université Pierre Mendès France, Grenoble 2, pp.433-443, 2005, Côté cours (Grenoble). hal-02533316

HAL Id: hal-02533316

https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02533316v1

Submitted on 6 Apr 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Géoéconomie de la globalisation. En conclusion

Jacques Fontanel
in
Géoéconomie de la globalisation

Office des Publications Universitaires,
Alger, 2005.

Le processus de globalisation de l'économie semble s'être imposée, sous le contrôle du gendarme américain. Elle conduit au triomphe des valeurs économiques libérales, lesquelles sont défendues aussi ardemment qu'elles ne sont pas toujours respectées par ses partisans. L'injustice se développe, la concurrence reste souvent fictive et la globalisation ne s'inscrit dans aucun cadre démocratique. L'économie moderne réduit le champ des certitudes sociales qu'étaient la défense contre la précarité, les inégalités, les biens collectifs publics. La recherche d'une citoyenneté sociale, du pluralisme du bien-être et de la protection des conditions de vie dur Terre constitue un enjeu fondamental de la civilisation moderne.

The process of globalization of the economy seems to have been imposed, under the control of the American policeman. It leads to the triumph of liberal economic values, which are defended as ardently as its supporters do not always respect them. Injustice is growing, competition often remains fictitious and globalization is not part of any democratic framework. The modern economy reduces the field of social certainties that were the defence against precariousness, inequalities, and public collective goods. The search for social citizenship, pluralism of well-being and the protection of living conditions on Earth is a fundamental challenge for modern civilization.

Globalisation, democratie, injustice, inégalités, biens publics, bien-être
Globalization, democracy, injustice, inequalities, public goods, well being

La globalisation n'est pas, et n'a jamais été globale. Keynes a démontré que la crise des années 1930 était une crise d'abondance, mais que faute d'apprendre à jouir et modeler la survie, le système était entré en dépression nerveuse universelle. Il avait mis en évidence, en son temps, la nécessité d'une action collective mondiale[1], car tout est dans tout et réciproquement. Le soutien de la demande globale mondiale lui semblait essentielle, compte tenu des interdépendances. Cependant, il n'appelait pas de ses vœux une globalisation sans frontière, sans doute à cause de son caractère incertain dans le temps. Le capitalisme réagit généralement bien aux crises sociales, alors que les démocraties sont mal armées, avec des majorités souvent conservatrices. Les changements structurels massifs requis sont généralement combattus par les intérêts acquis. Il est difficile d'avoir une idéologie égalitaire (démocratie) et un système économique provoquant de fortes inégalités. Le capitalisme américain, qui reçoit le plus fort support populaire, est un faible fournisseur de bénéfices sociaux pour les classes moyennes. Par exemple, les pays industrialisés refusent d'éliminer les subventions accordées à leurs agriculteurs. Les pays en développement sont alors victimes de discrimination, ce qui les empêche de se développer et conduit à des termes de l'échange défavorables[2].

Pour Sen[3], les moyens et les fins du développement supposent que la liberté soit au centre du processus. Il faut les libertés politiques (celles de choisir et de critiquer les autorités politiques), les facilités économiques (l'opportunité de disposer de revenus à des fins de consommation, d'échange ou de production), les opportunités sociales (éducation, santé, liberté), les garanties de transparence (qui implique une marge de confiance suffisante dans le fonctionnement du système social) et la sécurité protectrice (qui rend la population moins vulnérable aux fluctuations de la conjoncture). Le droit de l'échange économique libre constitue un accélérateur de la croissance économique, au même titre que l'éducation constitue un instrument essentiel du développement socio-économique, qui a expliqué en grande partie le fameux « miracle économique asiatique ». La Chine, pourtant fondée sur le communisme, obtient de meilleurs résultats du marché que l'Inde principalement du fait de l'éducation des masses (plus de la moitié de la population indienne est analphabète). Cependant, un taux de croissance n'a d'effets importants

---

[1] Stiglitz, J.E. (2002), *La grande désillusion*, Fayard, Paris, p. 256.
[2] Communiqué du Groupe des 24, *FMI Bulletin*, Octobre 2003, p. 280.
[3] Sen, A. (2001), *Un nouveau modèle économique*, Editions Odile Jacob, Paris, p. 48 et s.

sur l'espérance de vie que si les revenus ne sont pas trop inégalitaires, mais il arrive que l'on améliore l'espérance de vie sans croissance économique conséquente. C'est un choix de société, celui des plus pauvres et des droits qu'ils héritent dans la société. Un pays pauvres peut disposer de services de santé et d'éducation peu onéreux, ce qui lui donne des bases de développement humain importants, hors du courant économique lui-même. Pendant la guerre, la malnutrition a disparu en Europe et la courbe de la mortalité, effets des tués par la guerre exclus, s'est infléchie.

La globalisation n'est pas inévitable, ni irréversible. C'est un phénomène ambigu. Elle prend sa source dans le développement des technologies, les économies d'échelle, l'ouverture des marchés, l'interdépendance économique. Pourtant, elle présente aussi des dangers non négligeables, comme la destruction des souverainetés et des cohésions nationales, qui prive les marchés de leurs responsabilités sociales et politiques, sans lesquelles ils ne peuvent fonctionner. Le résultat est souvent socialement injuste, politiquement destructif et économiquement inefficace. La globalisation ne s'inscrit pas dans un processus démocratique, puisque les bureaucrates européens ou les étrangers exercent une influence considérable sur la vie nationale. L'environnement économique n'est pas stable, notamment dans la mise en œuvre des règles. Il en résulte une grande incertitude. Il suffit d'une crise pour que les comportements spécifiques réapparaissent et remettent en cause la gouvernance globale. La globalisation est une procédure dangereuse dans une économie nationale en crise. Autrement dit, les pays ne peuvent qu'exporter leurs misères aux autres pays, avec une politique de type « beggar-thy-neighbour ». La compression du temps et de l'espace a forcé les pays à repenser leurs politiques nationales et à chercher une plus grande coopération économique. La concurrence imposée entre les Etats n'est pas souhaitable, surtout quand leurs intérêts résident plutôt dans la coopération. Pourtant, la libéralisation économique promeut une polarisation économique et sociale, une instabilité politique, une insécurité économique, du chômage permanent et une dangereuse érosion dans la croyance dans les institutions économiques et politiques. Si l'ancien monde est mort, il y a peu de consensus sur le nouveau à construire. Alors que les aspirations démocratiques se développent, la globalisation réduit les pouvoirs de chaque jour. Aujourd'hui, si la globalisation n'est pas vraiment une américanisation déguisée, tout est fait pour qu'elle le soit. Le gouvernement américain souhaite vraiment apporter sa civilisation au monde entier, l'Europe est, pour l'instant, incapable de proposer une alternative, les autres pays membres de l'OMC étant contraints par les règles internationales à respecter un ordre qu'ils ne peuvent guère transformer à leur profit. Tout le système fonctionne sans véritable leader, autre que la prédominance des « valeurs américaines » généralisées. Or, les idéologies alternatives disparaissent, les religions s'affaiblissent ou se divisent. Pendant longtemps le capitalisme a eu une identité avec la peur du communisme. Sans son adversaire, le capitalisme n'a plus d'âme et la démocratie n'est plus une idéologie unificatrice. Tout le monde suit son propre

intérêt. Les nouvelles technologies de l'information rendent encore plus difficile le leadership, car elles réduisent le mystère et l'autorité.

L'économie n'est pas la finalité. La science est asservie à la technique, elle ne cherche qu'à maximiser la production, dans le simple but d'accumuler du capital. En fait, la pluralité des logiques justifie l'exercice de la démocratie. Le mondialisme fait régner l'idéologie d'un marché planétaire dominant, sans frontières. Il conduit à l'impérialisme des valeurs économiques libérales. La mondialisation détruit progressivement les valeurs nationales et la souveraineté des Etats, en faveur d'acteurs multinationaux multiples, aux valeurs démocratiques discutables. Elle favorise la convergence des modes de consommation, des cultures, des goûts, sans référence à une quelconque volonté populaire. Or, une société doit se penser comme humaine, ce qui n'est pas le cas de celle du marché, avec sa main invisible. La démocratie formelle n'est pas la condition nécessaire du développement, et réciproquement. Ce n'est pas parce que les Etats ne sont pas démocratiques qu'ils sont pauvres, c'est parce que leur société vit dans un mode de fonctionnement inégalitaire et hiérarchique. L'acculturation occidentale est une tragédie[4]. La cohésion sociale et culturelle est un facteur essentiel de développement, alors que la mondialisation revendiquée aujourd'hui favorise à la déterritorialisation et à la destruction du politique. La pauvreté n'a pas été éradiquée avec la croissance économique. S'il y a 1,2 milliard de personnes vivant avec moins de un dollar par jour, elles sont près de 3 millions à disposer de moins de 2 dollars par jour.

Pour Stiglitz, « la mondialisation n'est ni bonne, ni mauvaise »[5]. Le prix de la mondialisation est élevé en matière de corruption, tricherie, vol, gaspillage environnemental, chômage ou violences ethniques. En l'absence de gouvernement mondial, les Etats-Unis deviennent la grande puissance. Pourtant, les évolutions économiques et politiques vont très vite. En 1990, le PIB de la Chine représentait 60% de celui de la Russie. Dix ans plus tard, c'est l'inverse. Le continent africain s'enfonce dans la misère, alors même que le nouveau système devait lui apporter l'opulence. Le démantèlement des barrières douanières des pays pauvres a empêché les pays en développement d'exporter dans les pays riches protégés, notamment dans l'agriculture. Pourtant, elle n'améliore pas le sort de ceux qui en ont le plus besoin. Ces politiques rendent les riches plus riches et les pauvres plus pauvres. La révolte de Cancun est sans doute le premier avertissement des « damnés de la terre ». Les conflits prendront d'autres formes que le terrorisme préfigure.

La guerre stricto sensu n'est plus un instrument de gestion des conflits entre les Etats, parce qu'elle est trop coûteuse, que l'essor de la démocratie est un facteur de paix[6] et qu'elle n'est plus « reconnue » socialement comme un mode de gestion des crises, du fait même de l'existence de l'arme nucléaire. La guerre n'est plus un moyen stratégique, c'est à la fois un cas de conscience et une menace

---

[4] Stiglitz, J.E. (2002), *La grande désillusion*, Fayard, Paris, p. 492.
[5] *Ibid., op. cit.*, p. 47.
[6] Doyle, M. (1986), « Liberalism and World Politics », *American Political Science Review*, vol. 80, p. 1151-1169.

récurrente. La guerre a changé de nature. Elle ne met plus en place des bataillons sur un champ de bataille. Elle devient diffuse, fondée sur des variables politiques et économiques. La guerre économique est terroriste. Lorsque l'aide internationale s'exprime dans un contexte de violence politico-économique, elle devient une partie du contexte et du conflit[7]. L'économie est une cause de guerre, elle est aussi un moyen de conflit. Jacques Attali considère pourtant que la multiplication du nombre des Etats, l'absence d'ordre supranational et l'incapacité à faire respecter partout le Droit, ouvrent un bel avenir aux conflits armés. Ces guerres se feront aux frontières entre civilisations, entre rivaux à l'intérieur d'une même civilisation et enfin pour le contrôle des ressources rares[8]. Au contraire, pour Brzezinski,[9] la société américaine est la première société globale de l'histoire, grâce au développement des nouvelles technologies. Dans ce contexte, le modèle américain doit s'imposer, car c'est un modèle global de modernité. Il dominera l'avènement de la société postindustrielle, fondée sur l'industrie de l'information. Pourtant, L'idée de la pacification mondiale est avant tout un fantasme. Certes, l'ingérence se présente comme un nouveau droit en gestation, mais le politique n'est qu'un moyen de poursuivre la guerre (qu'elle soit économique, sociale ou pour le pouvoir). La guerre et la paix ne sont pas deux figures différentes, même si elles ont le même visage. De plus, imposer la démocratie comme remède c'est refuser aux pays du Sud et de l'Est la possibilité de la construire comme une alternative. Le démocratie est un moment de l'histoire des peuples. Elle ne peut pas être reçue par « transfusion ». On assiste à une internationalisation de la guerre pour la paix. Mais les pays subissant l'ingérence pourrait bien préférer la tyrannie au remède de la démocratie, qui a des effets secondaires désastreux[10]. La mondialisation mine les valeurs traditionnelles[11].

La globalisation limite les choix en réduisant le pouvoir des processus politiques nationaux qui exprimaient quelques préférences collectives. On risque alors de voir émerger un nouveau nationalisme, des revanches ethniques, le fondamentalisme religieux ou le communisme staliniste. Les enjeux sont considérables. Si rien ne change, une partie du monde risque d'imploser, une autre de se reconstruire sur la base d'idéologies peu tolérantes et fascisantes. Le déclin de l'Etat/Nation est accéléré par l'idéologie libérale qui l'imagine comme une scorie qu'il faut supprimer au bénéfice du grand marché libérateur, autonome et prospère.. Or, c'est le seul fondement actuel de la cohésion sociale. L'objectif n'est pas de venir à des Etats omnipotents et ventripotents, mais il faut une volonté politique assumant le fait national et la mondialisation. Au niveau mondial, des politiques de coopération sont nécessaires et elles impliquent la perte d'une partie importante de la souve-

---

[7] Anderson, Mary. B. *Do no harm. How aid can support peace - or war*, Lynne Rienner Publishers, Boulder, London, 1999.

[8] Attali, J. (1998), *Dictionnaire du XXIe siècle*, Fayard, Paris, p. 157.

[9] Brzezinski, Z. (1971), *La révolution technétronique*, Calmann Levy, Paris.

[10] Messica, F. (1995), « L'ingérence: droit, devoir ou violation? », in *Les nouveaux espaces politiques*, George Labica ed., L'Harmattan et Association pour la recherche de synthèses en sciences humaines, Paris.

[11] Stiglitz, J.E. (2002), *La grande désillusion*, Fayard, Paris, p. 316.

raineté nationale. Les gouvernements ne peuvent plus agir indépendamment dans la sphère économique, car les taux d'intérêt, les balances budgétaires, les systèmes microéconomiques de régulation publique dépendent dorénavant de la coopération ou de la concurrence.

Ainsi, les réponses nationales sont de plus en plus difficiles. Le capital humain devient une des seules ressources d'avantage compétitif dans une économie globale, compte tenu de la mobilité des autres facteurs de production et des contraintes des traités commerciaux d'échange. Les Etats doivent alors mettre en place les infrastructures et le climat de confiance nécessaires à la compétitivité du pays, tout en maintenant les mesures de soutien aux travailleurs en protégeant la qualité de la vie du travail, la santé, l'éducation et la formation de la population. L'Etat doit promouvoir la diffusion des droits de l'homme, la démocratie et l'amélioration des conditions de travail, le développement économique national par une croissance économique globale soutenable et l'amélioration du bien-être social de tous les travailleurs. C'est pourquoi, dans un contexte de globalisation, les organisations économiques internationales sont si utiles en principe. Cependant, elles sont souvent rendues inefficaces par trop de bureaucratie. Dans ces instances, introduire une clause sociale est toujours une cause perdue. Les pays développés utilisent même la menace de la concurrence des travailleurs des pays en développement pour remettre en cause les acquis des travailleurs. La coordination internationale est un long apprentissage, qui ne peut fonctionner efficacement sans volonté politique. La coordination sera difficile tant qu'il y aura un protectionnisme déguisé. Le rôle de l'Etat n'est pas achevé, loin s'en faut.

La démocratie n'a pas de valeur universelle, répondant à des lois économiques continues. Le libéralisme politique confronté au danger communiste croyait défendre et sauver la démocratie sans sortir d'un capitalisme devenu plus humain. Mais il ne s'agissait que d'une guerre de position. La guerre continue aujourd'hui avec la mondialisation de la concurrence[12]. Il s'agit aujourd'hui de réduire la « démocratie sociale », par la dérégulation, pour sauver le capitalisme. La mort de la démocratie sera provoquée par un excès de libéralisme. La disparition du communisme devrait déboucher sur une organisation mondiale intégrant la pluralité des Etats, selon des règles « occidentales ». Mais le pacifisme libéral cache des rapports d'hégémonie occultés par l'idée de l'universel. De nouveau, la guerre est à l'ordre du jour, et avec elle émergent de nouveau un néocolonialisme et un néo-impérialisme, solidaires de la mondialisation capitaliste. Pour Michael Sandel, les démocraties modernes sont en danger. Leur principale action pour survivre consiste à être capable d'affronter l'économie mondiale, tout en permettant à leurs nationaux de conserver leur identité et leur bien-être[13].

---

[12] Tosel, A. (1995), *Démocratie et libéralismes*, Editions Kimé, Paris.
[13] Sandel, M. (1996), *Democracy's Discovery*, Harvard University Press, April.

Pour Meiksins Wood[14], capitalisme et démocratie sont en contradiction. Le contenu démocratique du capitalisme est le produit des luttes sociales et non pas un facteur intrinsèque à l'économie de marché. En fait, cette liaison est souvent analysée comme la recherche d'un équilibre politique dans lequel les forces démocratiques se battent contre le pouvoir autoritaire du capitalisme. Les politiciens capitalistes américains se sont opposés à l'intégration des noirs, mais le résultat n'a pas été conforme à leurs souhaits. Les origines du capitalisme dans les Etats absolutistes de l'Europe sont bien connues et elles n'ont pas immédiatement condamné l'esclavage. Le capitalisme d'Amérique Latine ou d'Asie a souvent été mis en place par de féroces dictatures militaires. L'Allemagne hitlérienne et l'Italie fasciste ont accepté l'idée fondamentale de l'économie de marché. L'Argentine, le Chili ou le Paraguay ont connu la dictature, en même temps qu'ils se reconnaissaient dans le camp occidental de l'économie de marché. Le monde paraît divisé aujourd'hui entre des pays riches, où la démocratie semble surtout conçue comme l'équivalent politique du marché, et des pays pauvres et dominés qui appellent démocratiques leurs résistances à des influences étrangères, économiques ou culturelles, qui risquent de leur faire perdre leur identité[15]. La mobilisation politique et militaire pour la victoire ou la survie de l'État, comme la défense par une collectivité de son territoire et de ses coutumes et croyances, ou encore les croisades et les guerres saintes, sont des forces aussi puissantes que la démocratie.

Enfin, l'importance des règles du jeu, garde-fous de la démocratie, sont indépendants des mouvements populaires ou des marchés capitalistes (Bobbio[16]). La démocratie c'est d'abord le libre choix des gouvernants par les gouvernés. Il s'agit de la recherche d'un consensus social et de la possibilité de l'alternance politique. Les règles du jeu définissent les procédures de la compétition électorale, fondée sur un consensus politique et l'obéissance aux règles, dont les fonctionnements permettent aux majorités respectives de s'exprimer par l'exercice du pouvoir. Les régimes démocratiques sont par essence des régimes de paix. Personne ne songera, dans une collectivité organisée pour la guerre, à instituer en permanence la rivalité des intérêts et des partis. Si l'on accepte la rivalité des intérêts et des partis, c'est que l'on souhaite la paix[17]. Nous sommes entrés dans l'ère de l'optimisme démocratique. L'idée de paix universelle est en passe de s'inscrire dans les faits. Pourtant, cette situation engendre une mélancolie, la « mélancolie démocratique ». En effet, la démocratie contredit les penchants les plus spontanés de l'être humain à écraser, dominer ou asservir les autres[18]. Les conquêtes, au siècle dernier, étaient faciles en raison de la supériorité militaire des peuples européens ; d'autre part, elles étaient dans une certaine mesure justifiées par une doctrine de la mission

---

[14] Meiksins Wood, E. (1995), *Democracy against Capitalism: Renewing Historical Materialism*, Cambridge University Press, Cambridge.

[15] Touraine, A. (1991), « Qu'est-ce que la démocratie aujourd'hui ? », *Revue Internationale des Sciences Sociales*, (128) Mai 1991, pp 275/283.

[16] Bobbio, N. (1990), *Liberalism and democracy*, Verso, London.

[17] Aron, R. (1965), *Démocratie et totalitarisme*, Gallimard, Paris.

[18] Bruckner, P. (1990), *La mélancolie démocratique*, Éditions du Seuil, Paris.

civilisatrice. Ce n'est plus au nom de la Révolution et du peuple, c'est au nom d'une conception non révolutionnaire de la démocratie que se soulèvent tous ceux, minorités ou majorités, qui se sentent réprimés et trahis par les nouveaux régimes.

Pour Milton Friedman[19], au contraire, les marchés libres et les élections libres vont de pair, dans un processus de renforcement mutuel. Pendant longtemps, la liberté et la démocratie ont été identifiées à la destruction des barrières sociales et à l'intégration de la société et de la nation. La république était définie comme une et indivisible, à l'opposé des anciens régimes segmentés par le maintien de coutumes, de privilèges, de droits particularistes. Les grandes organisations internationales capitalistes conditionnent parfois leurs prêts à la mise en place d'élections libres. Le marché et la démocratie se renforcent mutuellement, ce qui fait référence aussi à Lénine[20] qui affirmait que la démocratie républicaine était le paravent idéal pour maintenir les relations économiques capitalistes. Or, pour les tenants du lien entre la démocratie et le capitalisme, une période transitoire d'autoritarisme est parfois nécessaire pour consolider le système économique, mais la démocratie apparaît rapidement, comme l'un des résultats du progrès économique et de l'évolution de la formulation et des mœurs des populations. La démocratie ne peut exister que si elle perpétue les régimes de propriété et de pouvoir du capitalisme[21]. Si ces dernières règles collectives ne sont plus respectées, il n'y a plus de démocratie, et dans ce cas les dictatures militaires sont préférables, pour conserver l'essentiel. Dans ce cas, il s'agit d'un truisme. « En un mot, les capitalistes ont une vision instrumentale de la démocratie au sein de laquelle les vertus et les vices sont définis en termes d'intérêts fondamentaux de propriété »[22]. Quand la démocratie est dirigée par le capitalisme, elle va dans le sens de l'histoire. Quand elle s'arrête aux combats sociaux, elle est jugée comme un luxe historique qu'il vaut mieux éviter. C'est donc bien la primauté de la propriété privée qui est ainsi définie, c'est la loi tacite du capitalisme. Le bien, comme fondement du politique, mène tout droit à la barbarie. Pour les démocraties, la pacification du monde, au nom du bien des gens et par la guerre, permet de concilier la défense des intérêts nationaux, stratégiques et économiques avec la morale. Plusieurs exemples historiques viennent conforter cette thèse, comme le montre James Petras[23], en donnant les exemples des Etats-Unis (avec le compromis de 1877, qui excluait les femmes et les noirs), l'Allemagne nazie en 1933 (lesquels nazis étaient financés par les grandes entreprises allemandes, qui préféraient ce parti autoritaire à l'incertitude des élections), de la Finlande (1918), du Guyana (1953-1964), du Chili d'Allende et de Pinochet, du Guatemala (qui cherchait à réduire l'influence de la firme américaine United Fruit de 1950 à 1954), de la révolution du Shah d'Iran en 1954, des conflits à Haïti (et surtout de celui opposant le père Aristide aux Etats-Unis, en 1991 et 1994), du Nicaragua (1979 et 1989). Aujour-

---

[19] Friedman, M., Friedman, R. (1980), *Free to choose*, Penguin, Harmondsworth.

[20] Lenine (1980), *L'Etat et la révolution*, Publications d'Etat de Moscou.

[21] Petras, J. (2000), « Capitalisme et démocratie : conflit, compatibilité et instrumentalisation », *Innovations*, n°11, pp.177-196.

[22] *Ibid., op. cit.*, p. 182.

[23] *Ibid., op. cit.*, pp. 183-194.

d'hui, par l'action humanitaire, les États occidentaux peuvent revendiquer de représenter le bien du monde, bien que souvent l'humanitaire cache des jeux de puissance (certains suggèrent que l'on renoue, dans un but humanitaire, avec un projet colonial rajeuni). Les États-Unis ne cachent pas leur intérêt pour la dimension stratégique de l'humanitaire. Les deux concepts centraux définissant la stratégie américaine sont « démocratie » et « économie de marché ». L'action humanitaire se situe dans une stratégie d'élargissement de leur sphère d'influence. Même si cette stratégie comporte des éléments authentiques de solidarité, elle reste un élément d'une stratégie plus globale. C'est la trahison des Lumières[24].

La démocratie capitaliste n'est pas indépendante des intérêts et des conflits de classe. Aujourd'hui, tous les partis du monde occidental en acceptent le principe. Nous ne pouvons admettre aujourd'hui que la démocratie soit l'expression de la volonté générale. Nous sommes même effrayés par ce que cet appel à l'unanimité prépare comme élimination des minorités et comme installation d'un pouvoir absolu sans contrôle et sans limite. Avec la mondialisation de l'économie, la démocratie apparaît fortement liée à la liberté, à la capacité de résister à l'oppression de la bureaucratie, à la consommation et à l'information de masse. Une meilleure définition de la démocratie aujourd'hui est le libre choix d'un gouvernement représentatif des intérêts de la majorité et respectueux du droit fondamental de toutes les personnes à vivre en accord avec leurs croyances et leurs intérêts fondamentaux.[25].

Pour Amartya Sen, il n'y a pas de heurt des civilisations, mais il faut que chacune d'entre elle accepte la différence de l'autre et s'en imprègne dans ses valeurs les plus fécondes[26]. La mondialisation est un projet universaliste de la raison libérale qui exacerbe les crises identitaires et le repli sécuritaire. Pourtant, avec le fondement du profit personnel et égoïste, elle n'a pas rapproché les hommes les uns des autres (du fait même de la perte des solidarités familiales, culturelles, sociales, etc.) et elle n'a pas éliminé la violence. Pour Engelhard[27], les hommes ont des niveaux d'appartenance multiples et aucun d'eux ne doit être fondé sur la négation de l'autre. L'universalité n'est pas une donnée immédiate, mais une construction patiente. L'Afrique est le seul continent à produire de la relation sociale, à innover socialement. La ligne de partage entre pauvres et riches passe plutôt à l'intérieur des familles qu'entre les familles, alors que progressivement l'Asie s'atomise socialement. Ce qui risque de produire, à terme, une véritable crise culturelle aux conséquences difficiles à cerner. Mais, même pour les pays riches, l'incertitude, les règles de droits fluctuantes, l'absence d'autorité morale seront autant d'obstacles

---

[24] Guillebaud, J.C. (1995), *La trahison des Lumières*, Le Seuil, Paris.

[25] Touraine, A. (1991), « Qu'est-ce que la démocratie aujourd'hui ? », *Revue Internationale des Sciences Sociales*, (128) Mai 1991, pp 275-283.

[26] Sen, A. (2003), « Identité et conflit. Existe-t-il un choc des civilisations ? », in *Civilisations, globalisation, guerre. Discours d'économistes* (sous le direction de Jacques Fontanel), Collection Débats. Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

[27] Engelhard (1966), *op. cit.*

au bien-être des nantis, sans améliorer pour autant celui des pauvres, bien au contraire. On risque de se trouver dans un jeu à somme négative.

Pour Engelhard[28], la mondialisation de l'économie n'est sans doute pas l'aboutissement ultime de la modernité occidentale, car le marché ne peut assurer la convergence des intérêts si certains individus refusent le principe ou n'ont pas les moyens d'y participer. La remise en cause de l'Etat-providence entérine la fin du politique. Il faudrait se diriger vers une citoyenneté sociale, un pluralisme de bien-être, avec l'acceptation du rôle réduit de l'Etat dans la vie économique. Cependant, la Nation/Etat reste la base de la communauté nationale et de l'ordre politique. Il devrait subsister un interventionnisme étatique, sous la forme du pluralisme de bien-être (« welfare pluralism »), mais l'Etat n'aura plus le monopole du social. Les ONG, le mécénat, la philanthropie pourraient exercer leurs droits et reconstruire une économie de dignité[29], en investissant dans l'amélioration des conditions de vie. La culture est un système de cohérence sociale et de confiance, de code, c'est un moyen de structuration de la société. Le lent processus d'érosion et de destruction brutale de la plupart des cultures est dommageable.

Il faut trouver une thérapie sociale et une culture de tolérance. Il faut plutôt développer la démocratie de proximité, même si aucune exception culturelle ne peut être invoquée contre les droits humains. Une société doit se penser comme humaine, ce qui n'est pas le cas de celle modelée par le marché et sa fameuse main si invisible qu'elle ressemble à un ectoplasme bien pratique pour les libéraux. Si l'ancien monde est mort, il y a peu de consensus sur le nouveau à construire. Le choix n'est pas dans une souveraineté nationale réduite au minimum, mais entre un monde de Nations/Etats assez forts pour combiner la prospérité économique, la démocratie libérale, la stabilité sociale et un management environnemental responsable, ou alors un monde d'Etats faibles, incapables de répondre aux besoins de leurs citoyens, dans une économie internationale volatile et irrationnelle. Il y a une volonté démocratique accrue, alors même que la globalisation réduit chaque jour le volontarisme des hommes pour un modèle de société souhaitable. Lester Thurow défend le principe d'une discipline collective. Dans le capitalisme, des idéaux sociaux comme l'honnêteté ou l'égalité n'ont pas de valeur. C'est pourquoi il y a un refus du rôle économique de l'Etat de la part des conservateurs. Or, l'histoire est différente. Les groupes ont précédé les hommes et leur individualisme. Un support social définit l'être humain. Les gouvernements ont toujours existé, afin de définir les règles du jeu de l'ordre social. L'altruisme existe aussi.

La géographie politique a complètement changé, avec de nouvelles nations et de nouveaux conflits. On parle de plus en plus d'une gendarmerie mondiale. Le développement des régionalismes pose aussi problème, en même temps que se développent des zones économiques d'intégration. Le capitalisme et la démocratie n'ont plus de concurrents. Le futur héros n'est pas le capitaliste smithien, ni le petit businessman, mais celui qui construit de nouvelles industries qui font rêver en

---

[28] Engelhard, P. (1996), *L'homme mondial. Les sociétés humaines peuvent-elles survivre ?* Arléa, Paris.

[29] Sorman, G. (1995), *Le bonheur français*, Le Seuil, Paris.

donnant la joie de construire un royaume économique. Schumpeter pensait que le capitalisme mourrait de la bureaucratisation de l'invention et des innovations et du faible soutien des intellectuels qui aspirent à défendre des causes nobles. Le danger n'est pas que le capitalisme explose comme le communisme, car il ne s'autodétruit pas. La stagnation est le danger, avec son lot de misère et l'absence de solution devant la puissance de l'idéologie de la globalisation/marchéisation. Pour Jean-Christophe Rufin, la civilisation libérale est elle-même une forme subtile et puissante de dictature[30]. A la différence de celles fondées sur la contrainte, cette dictature de la liberté est dotée d'une étrange propriété: elle est capable de se nourrir de ce qui s'oppose à elle. Pendant les 70 ans où elle a prétendu combattre le marxisme soviétique, elle l'a en même temps soutenu et utilisé comme régulateur de la révolte sociale. Aujourd'hui, la civilisation libérale s'appuie sur de nouvelles peurs : le sud, l'écologie, l'exclusion sociale, arguments essentiels pour conserver le pouvoir. Mais on assiste aujourd'hui à une dissociation du national (espace du contrôle démocratique) et du transnational où sont les vrais enjeux. Elle permet au système économique de se développer hors du contrôle démocratique. Elle permet également de limiter la rébellion politique, en la circonscrivant dans un cadre national. On assiste bien à une fin de l'Histoire, mais il ne faut pas s'en réjouir. Il n'est pas sûr que l'autonomie de la civilisation démocratique soit favorable aux hommes. Aujourd'hui, on ignore les raisons des collectifs pour ne plus connaître que les souffrances des individus. Deux causes à ce changement dans la perception de la guerre:

1) l'ère de la dissuasion nucléaire (affrontement contre l'Union soviétique) a fait s'effacer la violence militaire du conflit (impossibilité d'utiliser l'arme nucléaire) et a ainsi neutralisé la politique, qui a été incapable d'employer son ultime instrument. L'international n'appelle plus au civisme et au dévouement, mais désormais il fonctionne au profit des individus.

2) L'évolution de la perception de la démocratie dans les pays occidentaux. Le mot de citoyenneté ne désigne plus aujourd'hui qu'une liste de prérogatives. L'État doit assurer aux individus la jouissance de leur droit, leur épanouissement. C'est dans la logique du développement démocratique: la citoyenneté est vidée de tout civisme. L'opposition aux totalitarismes n'est plus capable de fonder une nouvel ordre international et d'aider à la consolidation des nouvelles démocraties. Il s'est scindé en deux mouvements: l'humanitarisme et le moralisme interventionniste. Il y a un décalage entre l'imbrication économique croissante des nations au niveau international et le dysfonctionnement des espaces politiques décisifs. L'internationalité ressemble plus à une super administration qu'à un espace politique. La crise du civisme illustre celle de la démocratie, qui se détache de la souveraineté du peuple. Aujourd'hui, l'idée que la démocratie est « naturelle », empêche les nations de prendre leurs responsabilités[31]. L'extension du libéralisme à l'ensemble du champ mondial crée de nouveaux risques, et notamment un risque

---

[30] Rufin, J.C. (1994), *La dictature libérale*, Jean-Claude Lattès, Paris.

[31] Thibaud, P. (1993), « Citoyenneté et engagement moral », *Pouvoirs*, (65), Printemps, pp. 19-30.

« systémique », dans lequel un incident même mineur gripperait l'ensemble de la machine. Et ces menaces suscitent à leur tout un nouveau et urgent besoin: la mise en place d'organismes de concertation et de régulation, c'est-à-dire d'un leadership collectif, d'un gouvernement économique mondial[32].

La légitimité de la démocratie n'est pas une fin, on n'est pas arrivé à la « fin de l'histoire ». Le 20e siècle a montré que la démocratie peut générer, et génère, des régimes sanguinaires. Au nom de la démocratie, des injustices innommables ont été commises. La démocratie peut servir d'écran pour des visées hégémoniques, pour des raisons politiques, économiques et stratégiques. Depuis le milieu du XXe siècle, on assiste à un ramollissement des démocraties, mais en même temps, la volonté d'uniformisation à l'œuvre depuis le milieu des années 1960 risque d'engendrer le plus formidable des totalitarismes[33].

Pour Baudrillard[34], mondialisation et universalité de vont pas de pair, elles seraient plutôt exclusives l'une de l'autre. La mondialisation est celle des techniques, du marché, du tourisme, de l'information. L'universalité est celle des valeurs, des droits de l'homme, des libertés, de la culture, de la démocratie. Si la mondialisation semble irréversible, l'universel serait plutôt en voie de disparition. La globalisation, stade ultime du monde libéral, aboutit à la violence quotidienne. Pourtant, l'histoire l'a déjà démontrée, elle n'est pas irréversible. La mondialisation de l'économie n'est sans doute pas l'aboutissement ultime de la modernité occidentale, mais la remise en cause de l'Etat-providence entérine l'affaiblissement du politique. Sans son adversaire, le capitalisme n'a plus d'âme et la démocratie n'est plus une idéologie unificatrice. Tout le monde suit son propre intérêt. Il n'existe pas un modèle universel de démocratie, mais le politique doit réinvestir l'économique, avec les refus de la raison technocratique et d'un individualisme excessif qui rejette les valeurs collectives. Il faudrait se diriger vers une citoyenneté sociale et un pluralisme de bien-être. C'est un véritable enjeu de civilisation.

---

[32] Valance, G. (1992), *Les maîtres du monde, Allemagne, Etats-Unis, Japon*, Flammarion, Paris.

[33] Imbeault, M., Montifroy, G.A. (1995), *Géopolitique et démocratie. Perspectives sur la fin du XXe siècle*, Éditions Frison Roche, Paris.

[34] Baudrillard, J. (1996), *Le mondial et l'universel*, Libération, 18 mars.

Bibliographie

Anderson, M.B. (1999), Do no harm. How aid can support peace – or war. Lynne Rienner Publishers, Boulder.

Aron, R. (1965), Démocratie et totalitarisme, Gallimard, Paris.

Attali J. (1998), Dictionnaire du XXIe siècle, Fayard, Paris.

Baudrillard, J. (1996), Le mondial et l'universel, Libération, 18 mars.

Bensahel, L., Fontanel, J. (2002), Guerre et économie. Les liaisons dangereuses, Revue Géoéconomie

Bobbio, N. (1990), Liberalism and democracy, Verso, London.

Bruckner, P. (1990) La mélancolie démocratique, Le Seuil, Paris.

Brzezinski, Z. (1971), La révolution technotronique, Calmann Levy, Paris.

Chatterji,M., Fontanel, J., Hattori, A. (1996), Arms spending, development and security, Ashing Publishing House, New Delhi.

Coulomb, F. Fontanel, J. (2000), Puissance des Etats et globalisation, Ares, Défense et sécurité.

Coulomb, F., Fontanel, J. (2003), Economic thought of Disarmament, Defence and Peace Economics, Taylor & Francis (Routledge), 2003, 14 (3), pp.193-208

Coulomb, F., Fontanel, J. (2003), Disarmament, A century of economic thought, Defence and Peace Economics, Taylor & Francis (Routledge), 2003, 14 (3),

Coulomb, F., Fontanel, J. (2003), The economic analysis confronted with the study of militarism and foreign policy, Cahiers des Conférences de l'Espace Europe,Université Pierre Mendes France, Grenoble

Coulomb, F., Bensahel, L., Fontanel, J. (2005), The concepts of economic war and economic conflicts in a global market economy. Wolfram Elsner. Arms, War, and Terrorism in the Global Economy Today : Economic Analyses and Civilian Alternatives, 13, LIT Verlag, pp.39-58, 2007, Bremer Schriften zur Konversion,

Doyle, M. (1986), Liberalism and World Politics, American Political Science Review, Vol. 80.

Engelhard (1996), l'homme mondial. Les sociétés humaines peuvent-elles survivre ? Arléa, Paris.

Fontanel, J. (1979), Ecologie, économie et plurigestion, Editions Entente, Paris

Fontanel, J., & Bensahel, L. (1992). La guerre économique. Ares, Défense et Sécurité [Grenoble, Lyon], 13(4), 9-50.

Fontanel, J. (1993), Economistes de la Paix, ECO+, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Fontanel (1993), The economics of disarmament, in Handbook of Defense Economics, Vol.1. (Hartley and Sandler eds), North Holland, Elsevier Sciences, Amsterdam.

Fontanel, J. (1995), Organisations économiques internatuionales, Masson, Paris.

Fontanel, J. (2001), L'action économique de l'Etat, Pour Comprendre, L'Harmattan, Paris.

Fontanel, J. (2003), Civilisations, globalisation, guerre. Discours d'économistes (, PUG, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Fontanel, J. (2005), La globalisation en analyse, Collection « Côté cours », L'Harmattan, Paris,

Forrester, V. (1996), L'horreur économique, Fayard, Paris.

Friedman, M., Friedman, R. (1980), Free to choose, Penguin, Harmoindsworth.

Groupe des 22 (2003), FMI Bulletin, Octobre.

Guillebaud, J.C. (1995), La trahison des Lumières, Le Seuil, Paris.

Imbeault, M., Montifroy, G.A. (1995), Géopolitique et démocratie. Perspectives sur la fin du XXe siècle. Editions Frison Roche, Paris.

Lenine (1980), l'Etat et la révolution, Publications d'Etat de Moscou.

Meiksins Wood, E. (1995), Democracy against capitalism ; renewing historical materialism, Cambridge University Press, Cambridge.

Messica, F. (1995), L'ingérence : droit, devoir ou violation ? in « Les nouveaux espaces politiques », L'Harmattan, Paris.

Petras, J. (2000), Capitalisme et démocratie : conflit, compatibilité et instrumentalisation, Innovations, n°11. d

Rufin, J-C. (1994), la dictature libérale, Jean-Claude Lattès, Paris.

Sandel, M. (1996), Democracy's Discovery, Harvard University Press, April.

Sen, A. (2001), Un nouveau modèle économique. Editions Odile Jacob, Paris.

Sen, A. (2003), Identité et conflit. Existe-t-il un choc des civilisations ?, in Civilisations, globalisation, guerre. Discours d'économistes (Ed. Jacques Fontanel), PUG, Presses Universitaires de Grenoble.

Sirman, G. (1995), le bonheur français, Le Seuil, Paris.

Stiglitz, J.E. (2002), La grande désillusion, Fayard, Paris.

Thibaud, P. (1993), Citoyenneté et engagement moral, Pouvoirs, Printemps (65).

Tosel, A. (1995), Démocratie et libéralismes, Editions Kimé, Paris.

Touraine, A. (1991), Qu'est-ce que la démocratie aujourd'hui ? Revue Internationale des Sciences Sociales (128), Mai.

Valence, G. (1992), Les maîtres du monde, Allemagne, Etats-Unis, Japon, Flammarion, Paris.